



## CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### *Procès-verbal de séance*

LUNDI 26 NOVEMBRE 2018 A **20H00**  
*Salle du conseil – Commune de Pommier de Beaurepaire*

## ORDRE DU JOUR

<b>I- ACTIVITES ECONOMIQUES .....</b>	<b>4</b>
1. Convention CCI Nord Isère .....	4
2. Révision libre du montant de l'attribution de compensation. ....	4
<b>II- FINANCES .....</b>	<b>5</b>
3. Décisions modificatives n°2.....	5
4. Fermeture des comptes de TVA au 31/12/2018 .....	7
5. Fermeture des régies.....	8
<b>III- TOURISME .....</b>	<b>9</b>
6. Marché de travaux du camping – avenant au marché.....	9
<b>IV- CULTURE .....</b>	<b>9</b>
7. Mise en accessibilité du cinéma – avenant à la maîtrise d'œuvre .....	10
8. Demande de subvention DRAC et REGION pour la résidence de la Cie Malka .....	10
<b>V- EQUIPEMENTS SPORTIFS.....</b>	<b>11</b>
9. Piscine.....	11
<b>VI- PETITE ENFANCE – ENFANCE - JEUNESSE .....</b>	<b>12</b>
10. Subvention classe ULIS .....	12
<b>VII- ADMINISTRATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
11. Maison de santé pluri professionnelle - avenant à la maîtrise d'œuvre .....	12
12. Personnel communautaire – création de poste suite à réussite concours – Technicien principal 2ème classe .....	13
13. Personnel communautaire – modification du temps de travail d'un emploi à temps non complet (déchetteries).....	13
14. Personnel communautaire – augmentation de temps de travail (école de musique) .....	14
<b>VIII-INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE.....</b>	<b>15</b>
<b>IX- QUESTIONS DIVERSES .....</b>	<b>15</b>

DELEGUES TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLEANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE	X			
M. Philippe MIGNOT		X			
M. Jean-Claude LEBEAU		X			
Mme Colette BENISTANT		X			
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE		X			
M. Yannick PAQUE			Pouvoir		
M. Alain BERHAULT		X			
Mme Béatrice MOULIN MARTIN		X			
Mme Annie MONERY			X		
Mme Michelle TARNAUD			Pouvoir		
Mme Christelle GRANGEOT	BELLEGARDE POUSSIEU	X			
M. Philippe BONNETAIN			X		
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON	X		Agnès VERCOUSTRE	
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS	X			
M. Philippe ORSINGHER		X			
M. Patrick DURAND	JARCIEU	X			
Mme HUGONNARD			X		
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON	X			
Gilbert MANIN		X			
M. Denis MERLIN	MONSTEROUX-MILIEU	X			
M. Gérard ROUX		X			
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX	X			
M. Etienne MAUGICE		X			
Mme Claude NICAISE	PACT		X		
M. Bernard OGIER		X			
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU		x	Murielle GRIFFET	X
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE	X			
Bernard COUDERT		X			
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE	X			
M. Jean Louis DELAY		X			
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN	X			
M. Lionel POIPY		X			
M. Gérard BECT	ST BARTHELEMY	X			
Mr Bruno DANNONAY			X		
M. Axel MONTEYREMAR	ST JULIEN DE L'HERMS		X	Gille SIVIGNON	X

Madame Mireille BOUVIER, Maire de Pommier de Beaurepaire, accueille les membres du conseil et laisse la parole à Mr NUCCI, Président, qui ouvre la séance.

Le Président donne lecture du dernier procès-verbal lequel ne pas l'objet d'aucune remarque.

L'ordre du jour est abordé.

## I- ACTIVITES ECONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BECT

### 1. Convention CCI Nord Isère

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Considérant que Les Chambres de commerce et d'industrie (CCI) sont des établissements publics au service du développement économique territorial. La loi de 1898 leur confère la fonction de représentation et de porte-parole des entreprises.

Considérant que les communautés de communes ou d'agglomération ont de droit une compétence en matière de développement économique. Elles gèrent notamment la question de l'implantation des entreprises sur leur territoire, interviennent en matière de création d'entreprises et sont une véritable porte d'entrée pour les chefs d'entreprise localement.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Nord-Isère et la communauté de communes du territoire de Beaurepaire conviennent de réaliser un travail de partenariat en faveur du développement économique, notamment de l'économie de proximité et de l'économie circulaire.

Ces deux organisations partagent la volonté et l'ambition d'une part, de créer les conditions favorables à la création et au développement des activités, entreprises et emplois sur leur territoire commun.

Les parties s'engagent au quotidien et par leurs missions propres, à être au service des entreprises. Elles travaillent à la bonne lisibilité du travail de proximité qu'elles mettent en œuvre de concert.

Pour ce faire, il est proposé de signer une convention, laquelle détermine les engagements réciproques des deux parties pour l'année 2018 /2019.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** le partenariat de la collectivité avec la Chambre de commerce et de l'industrie Nord-Isère,

**Valider** la convention ci-annexée et les fiches actions qui en découleront,

**Autoriser** le Président à signer la convention et tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### 2. Révision libre du montant de l'attribution de compensation.

Vu l'article 1609 nonies C qui permet une « révision libre » du montant de l'attribution de compensation.

Vu le rapport de la CLECT en date du 15 novembre 2018 qui propose de revoir l'attribution de compensation.

La commission locale d'évaluation des charges transférées, dans sa réunion du 15 novembre 2018, propose de revoir l'attribution de compensation de manière :

- A intégrer dans l'attribution de compensation des communes le montant de la DSC antérieurement versée aux communes afin de faciliter la fusion avec le pays roussillonnais au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et ce, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.
- A supprimer l'impact du transfert de la compétence GEMAPI en n'impactant pas l'attribution de compensation au regard des solidarités de territoire à la différence de la méthode d'évaluation de droit commun sur laquelle le conseil municipal a précédemment délibéré.
- A prendre en compte les nouveaux montants des charges transférées des trois commerces des communes de Moissieu, Pact et Pisieu.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** la révision libre du montant de l'attribution de compensation des communes de la communauté de communes du territoire de Beaurepaire, telle qu'elle résulte du rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées du 15 novembre 2018 qui restera joint à la présente délibération.

**Mandater** Monsieur le Président pour prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**Prendre acte** de cette modification de l'attribution de compensation des communes de manière libre, l'attribution de compensation finale des communes de la CCTB s'établit donc telle que présentée dans les deux tableaux ci-dessus

*Angéline APPRIEUX informe que le conseil municipal a voté contre l'attribution de compensation telle que présentée et souhaite qu'une révision soit effectuée sur l'attribution à lui être versée, afin notamment de tenir compte de l'extension de l'entreprise Tencate.*

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **II- FINANCES**

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

### **3. Décisions modificatives n°2**

Vu la délibération en date du 27 mars 2018 relative à l'approbation du budget primitif 2018 – budget général,

Vu la délibération du 23 juillet 2018 relative aux décisions modificatives n°1 du budget primitif 2018 – budget général,

Il est proposé de retenir les nouvelles dépenses et recettes suivantes :

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b> FONCTIONNEMENT</b>				
D-8226-72 : Honoraires	0,00 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-023-020 : Virement à la section d'investissement	3 596,71 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement</b>	<b>3 596,71 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-8574-524 : Subventions de fonctionnement aux associations et autres ...	0,00 €	3 596,71 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 596,71 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-673-311 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00 €	600,00 €	0,00 €	0,00 €
D-673-94 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00 €	8 200,00 €	0,00 €	0,00 €
D-673-95 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00 €	2 200,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles</b>	<b>0,00 €</b>	<b>11 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
R-7472-93 : Régions	0,00 €	0,00 €	0,00 €	13 000,00 €
<b>TOTAL R 74 : Dotations, subventions et participations</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>13 000,00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>3 596,71 €</b>	<b>16 596,71 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>13 000,00 €</b>
<b> INVESTISSEMENT</b>				
R-021-020 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	3 596,71 €	0,00 €
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>3 596,71 €</b>	<b>0,00 €</b>
R-10222-95 : F.C.T.V.A.	0,00 €	0,00 €	0,00 €	6 000,00 €
<b>TOTAL R 10 : Dotations, fonds divers et réserves</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>6 000,00 €</b>
R-1318-314 : Autres	0,00 €	0,00 €	0,00 €	70 000,00 €
<b>TOTAL R 13 : Subventions d'investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>70 000,00 €</b>
D-202-72 : Frais réalisation documents urbanisme et numérisation cadastre	0,00 €	57 565,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2031-93 : Frais d'études	0,00 €	12 550,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles</b>	<b>0,00 €</b>	<b>70 115,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-2041411-72 : Communes du GFP - Biens mobiliers, matériel et études	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-20422-524 : Privé - Bâtiments et installations	3 596,71 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-20423-93 : Privé - Projets d'infrastructures d'intérêt national	100 115,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées</b>	<b>108 711,71 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-2182-020 : Matériel de transport	5 000,00 €	16 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2184-522 : Mobilier	0,00 €	2 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2188-522 : Autres immobilisations corporelles	0,00 €	1 500,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>	<b>5 000,00 €</b>	<b>19 500,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
D-2313-522 : Constructions	3 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2317-95 : Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	0,00 €	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €
<b>TOTAL D 23 : Immobilisations en cours</b>	<b>3 500,00 €</b>	<b>100 000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Total Général</b>	<b>117 211,71 €</b>	<b>419 115,00 €</b>	<b>3 596,71 €</b>	<b>305 500,00 €</b>

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** les décisions modificatives n°2 au budget général primitif telles que décrites ci-dessus,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

#### 4. Fermeture des comptes de TVA au 31/12/2018

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,  
Vu le code général des impôts,

Considérant que la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire va fusionner avec la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais au 1<sup>er</sup> janvier 2019,  
Considérant la nécessité de clôturer tous les comptes soumis à TVA de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, lesquels seront ensuite ouverts par la nouvelle entité issue de la fusion,

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** la clôture des comptes de TVA ouverts auprès du Service des Impôts pour tous les dossiers suivants :

TVA Communauté de Communes Beaurepaire		
Codes TVA Services Emetteur	Intitulé	N° dossier
001	302 - Tencate (local ARES)	305793
003	200 - Multiservice Cour et Buis	306333
005	303 - CEF (local SEREB)	307418
006	103 - ZA Pré Mornay	306980
007	301 - La Colombière-Moissieu	308627
008	105 - ZA Champlard	307340
009	202 - Auberge de Pisieu	307452
010	201 - le Balcon des Alpes-Moissieu	307451
011	304 - Atelier Figuet	307448
013	024 - Cinéma l'Oron	307447
014	104 - ZA Fromentaux	307836
016	305 - A Hak- Jarcieu	308961
018	204 - Multiservice à Monsteroux-Milieu	309639
019	306 - Atelier relais-Beaurepaire	309377
020	205 - Boulangerie Bellegarde Poussieu	310260
021	203 - Salon de coiffure à Pact	309323
022	102 - ZA Jarcieu (les Blaches)	310849
023	307 - Bât. Activités RONJAT	310848
024	308 - Bât. Figuet pré Mornay	312697
025	309 - Bât. Canon Pré Mornay (Bat Bardage)	312698
026	206 - Montseveroux Multiservice	313187
027	107 - ZA Les Rivoires Cpur et Buis	313184
028	310 - RANDO MOTO	314928
029	311 - Bâtiment SALVAT	315066
030	207 - Commerce Jarcieu	315680
031	312 - DURAND M - G	316291
032	032 - Maison de santé	319382
033	313 Chaudronnerie Maladière	321128
	Les Augustins	306332
	Les Roches Blanches	307446
	Tour de Buis	309324

Déclaration Mensuel

**Autoriser** Le Président à procéder aux formalités nécessaires à cette fin auprès de la Direction Générale des Finances Publiques

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier de l'exécution de la présente délibération

## 5. Fermeture des régies

Vu le code général des collectivités territoriales en ses articles R-1617-1 à 18 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'instruction ministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;

Vu la fusion des communautés de communes du Territoire de Beaupaire et du Pays Roussillonnais au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour une nouvelle entité,

Considérant les régies existantes à la Communauté de Communes du Territoire de Beaupaire à cette date :

N° délibération ou arrêté	Motifs	Date délibération ou arrêté
080-2018	Nomination régisseur de recettes piscine	03/05/2018
011-20155	Création régie de recettes piscine	21/05/2015
010-2015	Création régie de recettes camping	21/05/2015
100-2016	Arrêté modificatif régie de recettes camping	17/06/2016
101-2018	Nomination régisseur de recettes camping	28/06/2018
122-2015	Nomination régisseur de recettes camping	21/05/2015

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Décider** la suppression des régies de recettes énumérées ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

N° délibération ou arrêté	Motifs	Date délibération ou arrêté
080-2018	Nomination régisseur de recettes piscine	03/05/2018
011-20155	Création régie de recettes piscine	21/05/2015
010-2015	Création régie de recettes camping	21/05/2015
100-2016	Arrêté modificatif régie de recettes camping	17/06/2016
101-2018	Nomination régisseur de recettes camping	28/06/2018



122-2015	Nomination régisseur de recettes camping	21/05/2015
----------	--	------------

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger**, le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### III- TOURISME

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

#### 6. Marché de travaux du camping – avenant au marché

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 25 septembre 2017 relative à la validation du principe d'engager la 1<sup>ère</sup> phase du développement du camping intercommunal par le biais d'une construction d'un nouveau logement/accueil

Vu la délibération du 26 mars 2018 relative à la validation de l'APD du projet de construction logement/accueil

Vu la délibération du 25 juin 2018 relative à l'attribution de certains lots,

Vu la délibération du 23 juillet 2018 relative à l'attribution des lots restants,

Considérant qu'une erreur dans le DPGF du lot n°6 a été constatée par l'entreprise, erreur interne à la société,

Considérant que pour régulariser la situation, l'entreprise se propose d'appliquer les prix minimum coûtant afin de ne pas avoir de pertes financières de son côté également,

Il est proposé l'avenant suivant de 1 100,00 € HT au lot 6.

Lot	Désignation	Entreprise retenue	Montant HT
Lot 1	Désamiantage – démolition	Vanel et associés	20 836,15 €
Lot 2	VRD	GMTP	16 757,00 €
Lot 3	Gros œuvre	Normand SARL	56 937,50 €
Lot 4	Charpente – couverture	Manchopn Charpente	23 940,04 €
Lot 5	Menuiseries	Proponnet SARL	16 944,62 €
Lot 6	Plomberie – chauffage	Hauterives Chauffage	7 723,00 €
Lot 7	Plâtrerie peinture	Valloire Déco	20 453,50 €
Lot 8	Revêtements de sols	Comptoir des revêtements	12 476,20 €
Lot 9	Electricité	Poipy	16 361,00 €
<b>TOTAL</b>			<b>192 329,01 €</b>

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** l'avenant n°1 au lot 6 – plomberie-chauffage, d'un montant de 1 100,00 € HT

**Autoriser** le Président à signer l'avenant n°1 et tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### IV- CULTURE

## 7. Mise en accessibilité du cinéma – avenant à la maîtrise d'œuvre

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire

Vu la délibération du 18 décembre 2017 relative au choix de la maîtrise d'œuvre pour la mise en accessibilité du cinéma,

Vu la délibération du 24 septembre 2018 elaitve à la validation de l'APD du projet de mise en accessibilité du cinéma,

Considérant que la rémunération de la maîtrise d'œuvre a été arrêté à 85 571,16 € HT sur la base de 498 376,00 € HT de travaux.

Considérant toutefois, que les travaux d'aménagements extérieures (hors parking arrière du bâtiment) correspondant à l'aménagement du parvis, élément essentiel à l'accessibilité du cinéma, n'ont pas été intégrés dans le coût de la maîtrise d'œuvre.

Afin de permettre à cette dernière d'être missionnée dans le cadre de l'aménagement du parvis, élément indissociable de la mise en accessibilité du cinéma, il est proposé de prendre un avenant à la maîtrise d'œuvre.

Montant travaux estimés 90 000 € HT

Forfait rémunération : 15 % soit 13 500 € HT

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Valider** l'intégration des travaux d'aménagement du parvis, à la mission de maîtrise d'œuvre,

**Approuver** l'avenant n°1 à la maîtrise d'oeuvre, et ce pour un montant estimatif de 13 500 € HT, soit taux de rémunération de 15%.

**Autoriser** le Président à signer l'avenant n°1 et tout document relatif à ce dossier.

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Monique GUILLAUD LAUZANNE s'interroge sur la méthode d'estimation du parvis ainsi que pourquoi la prise en compte du coût de maîtrise d'œuvre associée n'avait pas été prévue au départ.*

**DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE**

## 8. Demande de subvention DRAC et REGION pour la résidence de la Cie Malka

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 23 octobre 2017 relative à la convention de développement de l'éducation aux arts et à la culture,

Vu la délibération du 23 octobre 2017 relative à l'attribution de la résidence de spectacle vivant à la Compagnie Malka sur une durée de 3 années,

Considérant que dans le cadre de la convention de développement de l'éducation aux arts et à la culture (convention DRAC), la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire est mandatée en tant que « chef de file » pour le spectacle vivant à procéder au choix d'une résidence d'une compagnie,

Considérant qu'à ce titre, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire peut solliciter des aides financières,

Budget prévisionnel pour l'année 2018/2019 :

DEPENSES														
ACTIONS	DATES	PERJURÉS	LIEU	INTERVENANTS	Facturé à CC TB par de Malita (TTC)	Déjà payés facturés à CC TB par autres	Facturé à Bâleux Via	Facturé à Bâleux Salvo	PICC Collège La Cité St André	restant pour décaissements à P.A.C. section La Cité St André	PICC résidents Collège Laers et Loups	Collège Laers et Loups	PICC Collège St Jean de Boncourt	restant pour décaissements à P.A.C. section St Jean de Boncourt
diverses exp. diverses, autres parents-entraides	Diverses à payer	scoutisme et parents-entraides	tout le territoire	total versé au St-Matthieu	71 034,58	300,00			1 000,00	1 000,00	4 000,00		1 000,00	1 000,00
restes dues de Bâleux		collèges	collège	Boulay et Camille								625,00		

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Autoriser** le Président à solliciter tout financeur potentiel dans le cadre de la convention DRAC,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **V- EQUIPEMENTS SPORTIFS**

RAPPORTEUR : Patrick DURAND

### **9. Piscine**

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire fait appel depuis la création de la piscine intercommunale, à un prestataire de services afin d'assurer la gestion et la surveillance de la baignade pendant les périodes d'activités.

C'est la société SEAUS qui a été retenue pour cette prestation et est tenue de, conformément au cahier des charges :

- élaborer le POSS (plan d'organisation de la surveillance et des secours) de la piscine intercommunale
- assurer la surveillance et la sécurité de la baignade
- assurer les interventions de sauvetage, de réanimation, de secourisme et de police qui s'avéreront nécessaires
- contrôler quotidiennement la qualité de l'eau
- contrôler la bonne tenue du carnet sanitaire, des appareils de réanimation et trousse de secours
- tenir chronologiquement la main courante et la présenter lors des contrôles par la ville, le titulaire ou tout autre organisme habilité
- prévenir immédiatement le référent piscine de la collectivité en cas d'incident, du déroulement de tout ce qui pourrait nuire ou menacer le bon fonctionnement de la piscine

Le personnel du titulaire assure non seulement l'ordre de l'établissement, mais aussi une prestation de conseil sur les sports et la sécurité nautique.

Chaque année, le prestataire fournit son bilan d'activité.

Il est donc proposé de prendre acte dudit rapport et d'émettre d'éventuelles observations.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Prendre acte** dudit rapport d'activités

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VI- PETITE ENFANCE — ENFANCE - JEUNESSE**

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

### **10. Subvention classe ULIS**

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

La classe ULIS de l'école Gambetta, accueille 13 enfants du territoire de Beaurepaire en situation d'handicap.

La Classe ULIS sollicite la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire pour une subvention de 354,50 € pour 2018/2019, pour permettre de financer du matériel spécifique à l'apprentissage de la lecture pour les enfants autistes notamment.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Accorder** une subvention exceptionnelle de 354,50 € à la Classe ULIS,

**Autoriser** le Président à signer les documents relatifs au dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VII- ADMINISTRATION GENERALE**

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

### **11. Maison de santé pluri professionnelle - avenant à la maîtrise d'œuvre**

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Vu la délibération du 21 janvier 2013 relative à l'acquisition, dans le cadre de l'amélioration des services publics d'intérêt communautaire, de la compétence pour construire des équipements relatifs à la maison de santé pluridisciplinaire,

Vu la délibération du 26 janvier 2015 relative à l'approbation du programme technique détaillée,

Vu la délibération du 20 juillet 2015 relative au choix du lauréat du concours de maîtrise d'œuvre,

Vu la délibération du 26 octobre 2015 relative à la validation de l'APS+, du plan de financement et du dépôt de permis de construire

Vu la délibération du 21 décembre 2015 relative à l'approbation de l'APD,

Vu la délibération du 21 novembre 2016 relative à l'avenant n°2 à la maîtrise d'œuvre,

Vu la délibération du 25 septembre 2017 relative à l'avenant n°3 à la maîtrise d'œuvre,

Vu la délibération du 23 octobre 2017 relative à l'avenant n°4 à la maîtrise d'œuvre,

Considérant dans le cadre du projet de construction de la maison de santé, la maîtrise d'œuvre a dû intervenir plusieurs fois pour contrôler la levée des réserves du lot n°6.

Il est nécessaire de prendre un avenant n°5 aux marchés de maîtrise d'œuvres afin de rémunérer ces prestations :

	Montant avenant	Montant marché
Forfait de rémunération Bruno Quemini Architecte	1 200 € HT	312 480,84 € HT

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Approuver** l'avenant n°5 à la maîtrise d'œuvre tel que proposé ci-dessus,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **12. Personnel communautaire – création de poste suite à réussite concours – Technicien principal 2ème classe**

Vu les compétences de la Communauté de Communes du Territoire de Beaupaire,

Vu le Code général des collectivités,

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984,

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant.

Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade

Considérant la réussite au concours de technicien territorial principal 2<sup>ème</sup> classe d'un agent dont le poste occupé relève de la catégorie B,

Vu le tableau des emplois,

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**Décider** la création, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2018, d'un emploi de technicien territorial principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet 35/35<sup>ème</sup>,

**Dire** que les crédits nécessaires à la dépense seront prévus au Budget,

**Autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération,

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **13. Personnel communautaire – modification du temps de travail d'un emploi à temps non complet (déchetteries)**

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 34 et 97,

**Vu** le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,

**Vu** le tableau des effectifs,

**Vu** la délibération créant un poste d'agent de déchetterie à compter du 1<sup>er</sup> juin 2007,

**Vu** l'avis sollicité du Comité Technique

**Considérant** la fusion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019,

L'amplitude horaire de la déchetterie de Beaurepaire est à 44 heures 30. Afin de pallier les remplacements sur les deux déchetteries (Beaurepaire et Montseveroux), la nécessité d'augmenter le temps de travail d'un agent de 26 heures hebdo à 35 heures, permettra aux agents de combler ces absences.

**Le conseil communautaire et invité à en délibérer afin de :**

**De porter** à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2018 de 26 heures à 35 heures le temps de travail hebdomadaire de l'emploi d'agent de déchetterie sur le site de Beaurepaire.

**Autoriser** le Président à signer l'arrêté correspondant,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

#### **14. Personnel communautaire – augmentation de temps de travail (école de musique)**

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 34 et 97,

**Vu** le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,

**Vu** le tableau des effectifs,

**Vu :**

- la délibération n° 2018-101 créant un emploi d'assistant d'enseignement artistique principal 1<sup>ère</sup> classe, sur une poste d'enseignement de la formation musicale à raison de 12/20<sup>ème</sup> à compter du 1<sup>er</sup> août 2018,
- la délibération n° 2013-043, créant un emploi d'assistant d'enseignement artistique principal 1<sup>ère</sup> classe, sur un poste d'enseignement du piano à raison de 12h45/20<sup>ème</sup> à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013,
- la délibération n° 2013-101 créant un emploi d'assistant d'enseignement artistique principal 1<sup>ère</sup> classe, sur un poste d'enseignement de la trompette à raison de 8/20<sup>ème</sup> à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2013

**Vu** l'avis sollicité du Comité Technique,

**Considérant** la fusion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019,

En vue de poursuivre une structuration plus appropriée, notamment en raison de la fusion à venir, des demandes d'évolutions de postes ont été demandées et actées en juillet dernier (décision modificatrice)

En ce sens, certains postes ont vu leurs temps de travail évoluer pour les besoins et nécessités de service. Lors de cette nouvelle rentrée scolaire 2018/2019. Il a été accordé :

- 4H supplémentaires pour un travail de **COORDINATION IMS** et de **PRATIQUE D'ENSEMBLE** (OAE, chœur)
- 2H supplémentaires pour un travail de **REGIE TECHNIQUE** (concerts et préparations, entretien du parc instrumental...) et de **PRATIQUE COLLECTIVE** (atelier MAO, claviers/percussions)
- 2H supplémentaires pour un travail de cours collectifs et développement de classes de **TROMPETTE**
- 2H supplémentaires pour un travail de cours collectifs et développement de classes de **PIANO**

L'étape suivante consiste à augmenter le temps de titulaire pour 3 professeurs et augmenter par avenant de contrat le temps de travail du 4<sup>ième</sup> professeur.

**Le conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :**

**De porter** , à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2018 de :

12 heures à 16 heures le temps de travail hebdomadaire du poste d'enseignement de la formation musicale,

12 heures 45 à 15 heures le temps de travail hebdomadaire du poste d'enseignement du piano

8 heures à 10 heures le temps de travail hebdomadaire du poste d'enseignement de la trompette.

**Autoriser** le Président à signer les arrêtés correspondants,

**Charger** le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **VIII- INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location
- Concernant dans la limite de 1 000 000 € à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget
- Concernant l'exercice au nom de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire des actions en justice ou la défense dans les actions intentées à son encontre
- Décider de la conclusion de convention de gestion sans incidence financière pour le budget intercommunal

Présentation des décisions passées en octobre 2018 :

<b>Date</b>	<b>Objet</b>	<b>Montant HT</b>
5 octobre	DECI 67 Installation de conduite d'eau pour poteau incendie	2 949,00 € Sté Marchand SAS
11 octobre	DECI 68 Prêt d'instruments de musique	Prêt gracieux Ensemble vocal de la Valloire
16 octobre	DECI 69 Avenant au marché d'élaboration du PLU de Bellegarde Poussieu	3 050,00 € Société FOLIA SAS
18 octobre	DECI 70 Convention de mise à disposition des données numériques géo référencées des ouvrages de distribution publique de gaz naturel de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire	(Aucune incidence financière) GRDF
18 octobre	DECI 71 Avenant N°2 bail professionnel de location – maison de santé pluri professionnelle	Prolongation bail location Mr Mallory jusqu'au 12 juin 2019

DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **IX- QUESTIONS DIVERSES**

